



« On entre en Coupe du monde comme en religion »

Assurer la retransmission d'une Coupe du monde (ou de n'importe quelle compétition sportive) implique d'en avoir acquis les droits. Un shopping à plusieurs millions d'euros, voire à plusieurs milliards lorsque l'on parle de la Premier League. Depuis que RTL TVi a mis le doigt dans l'engrenage du sport (c'était en 2000 pour la Ligue des champions), la RTBF et la chaîne privée se livrent une véritable partie de ping-pong à couteaux tirés. Sauf qu'à la fin, c'est quasi toujours la chaîne publique qui gagne...

Comment fonctionne l'acquisition de droits sportifs en Belgique francophone ? Quelle est la stratégie de la RTBF et de RTL TVi ? La Coupe du monde sera-t-elle toujours gratuite pour le téléspectateur ? Et comment vit-on sans audience pendant de tels événements ? Nous avons posé la question aux deux responsables des chaînes, Laurent Haulotte, directeur de l'information et des sports de RTL Belgique, et Michel Lecomte, directeur du service sports de la RTBF.

Un débat de plus de deux heures, toujours très amical, même sur les sujets qui « fâchent ».

La Belgique, via la RTBF, est quasiment le dernier pays européen à pouvoir proposer l'intégralité de la Coupe du monde gratuitement aux téléspectateurs. Une situation rageante pour RTL ?

Laurent Haulotte. *Je me réjouis pour le téléspectateur que tous les matchs soient accessibles gratuitement, même si c'est une vision qui sera sans doute, dans peu de temps, dépassée en Belgique. Pour le moment, on est encore protégé par les décrets. RTL aurait pu se positionner sur cette compétition. Nous ne l'avons pas fait pour des raisons qui nous sont propres. Bien sûr, ce sera un mois compliqué car la RTBF va monopoliser, sur ce rendez-vous, toutes les audiences. Mais cela, on le sait, ce n'est pas nouveau. On se rattrapera dans d'autres circonstances. Ce ne sera donc pas un mois galère. Et par ailleurs, on a vécu, pour RTL dans son ensemble, une excellentissime saison.*

Ce Mondial est peut-être aussi une opportunité de proposer une

offre complémentaire ?

L.H. *Oui, bien sûr. Mais ne nous leurrons pas. La Coupe du monde n'est plus vécue, aujourd'hui, comme elle l'était il y a 20-30 ans. A l'époque, cela restait largement du domaine des amateurs de foot. Maintenant, tout le monde regarde un Mondial. Car la télévision, c'est ça : l'événement. Cela peut être un mariage princier, de l'information dramatique comme on l'a vécu à Liège. Ou un événement plus positif comme la Coupe du monde ou la finale de la Ligue des champions.*

Pour la RTBF, c'est un luxe énorme, non ? Sans l'aide de l'UER (l'Union européenne de radio-télévision), ce serait possible ?

Michel Lecomte. *Sans elle, cela aurait été certainement plus compliqué pour les matchs de qualification, un autre produit sur lequel RTL aurait pu se positionner. Dans ce cas-là, l'UER nous a protégés. Le fait de négocier avec l'UEFA par le biais d'une association de trente-cinq pays, c'est précieux. Même si l'UEFA a eu des velléités de le faire en face-à-face, sur*

le marché francophone belge, on a pu résister. Et cela a été essentiel sur les négociations pour les matchs de qualification. Pour les phases finales (de l'euro et de la Coupe du monde), on est dans tout à fait autre chose. Pour RTL, au-delà de la somme qu'il faudrait déboursier pour les droits, il faut aussi être en mesure d'assurer la production d'un événement tel que celui-là. Par rapport aux droits, on est à + 25 % en termes de production. Il faut ajouter à cela une disponibilité de personnel que RTL aura peut-être moins de facilités à mettre en place. C'est sans doute la raison pour laquelle la RTBF a rarement été bousculée sur ce type d'événements.

L.H. *RTL est plus à la recherche de produits plus « feuilletonnants » sur une saison. Michel a raison, en termes d'habitudes de production, nous serions certainement moins à l'aise pour déployer les moyens nécessaires. Mais ce n'est pas la première raison. Il y a d'abord et avant tout une question de structure de grille.*

En attendant, la RTBF va truster les premières places d'audiences pendant un mois...

M.L. *La valeur d'une Coupe du monde est incontestable. Et elle n'a fait qu'augmenter ces dernières années dans les derniers grands rendez-vous. Et ce, même si les audiences, c'est vrai, diminuent un peu. Mais elles restent tellement exceptionnelles en parts de marché... Au Brésil, il y a 4 ans, on était à*

80 % de parts de marché.

L.H. *C'est évidemment vrai pour les Diables. Mais même des matchs comme Pologne-Ukraine peuvent aller chercher 3 à 400.000 téléspectateurs. C'était totalement inimaginable il y a quelques années.*

M.L. *En effet, il y a quelques années, il fallait que l'équipe belge soit là pour soutenir l'audience. Et à l'époque de RTL, elle avait tendance à être moins là. Ce qui explique que la RTBF est revenue dans le parcours. Ils étaient tellement déprimés par le produit « Diables » qu'à un moment ils ont craqué...*

(rires)

M.L. *Aujourd'hui, quand les Diables sont éliminés, il y a un ou deux jours de déprime. Et puis ça repart, même avec des affiches a priori moins alléchantes. On entre véritablement en religion. On « entre en Coupe du monde ». Le risque de se planter sur les Diables est extrêmement minime, a fortiori dans un événement où ils ne sont pas les seuls à tirer la locomotive.*

L.H. *C'est pareil pour certaines années de la Ligue des champions. Quand on a Gand ou Bruges, c'est a priori moins intéressant pour nous. Mais le lendemain, un match avec le Juventus peut cartonner. Tout le monde considère que c'est l'événement du jour et qu'il faut regarder la télé.*

Le produit « Diables » a donc pris de la valeur...

M.L. *Leur valeur a augmenté. Et ça, avec ou sans l'UER, tout le monde en est conscient, la Fifa en premier, qui contrôle les prix. Mais, attention, on reste dans quelque chose qui est maîtrisé. Il ne faut pas imaginer qu'il y a une croissance exponentielle des droits sportifs ! Cela ne grimpe pas comme ça. On n'est pas comme en Angleterre.*

L.H. *Par ailleurs, nous sommes protégés par le décret de 2004 qui oblige les télévisions « gratuites » à diffuser des événements dits d'intérêt majeur (qui doivent être accessibles au plus grand nombre en télévision linéaire). On ne peut donc pas arriver à des situations où, par exemple, Facebook, ou un autre opérateur qui ne serait même pas physiquement pré-*

sent en télé, viendrait prendre les droits d'un événement et en interdirait l'accès. Cela ne peut pas arriver en Belgique.

Le sport, c'est une affaire rentable en télévision ?

L.H. Rien n'est rentable en sport !

M.L. De fait. Mais pour la dernière Coupe du monde, au Brésil, les revenus de la publicité ont permis de dépasser les dépenses pour l'acquisition des droits.

L.H. Il faut préciser que le sport, chez RTL, est diffusé sur une deuxième chaîne (NDLR : Club RTL). Et donc, le sport tire la part de marché moyenne de cette chaîne vers le haut. C'est un élément important en termes de positionnement et de marketing. Mais globalement, cela tire aussi vers le haut la manière de vendre la chaîne sur le marché publicitaire. Ceci étant, le sport n'occupe pas la même place en termes de priorités. Nous essayons de construire nos chaînes sur base d'un portefeuille varié. Nous investissons aussi beaucoup dans les séries, l'information...

M.L. Attention de ne pas se faire une fausse idée de ce que représente le sport sur l'ensemble des supports de la RTBF. Le sport, c'est 9 % de l'occupation de nos grilles. Et en termes d'investissements, c'est 6 %. Ce ratio est intéressant. Et montre que le service public ne « claque pas ses thunes » comme d'aucuns, parfois, nous l'auraient reproché. Mais lorsqu'on voit l'importance de l'événement en direct pour une chaîne, acquérir des droits sportifs restera une priorité.

Pour RTL, comment limiter les dégâts ? Comment définissez-vous votre stratégie de contre-programmation ?

L.H. Nous allons utiliser énormément de domaines : la fiction, l'information... Et sur l'événement en lui-même, on va apporter notre propre regard. Mais c'est une situation que l'on connaît très bien à RTL. Et qui ne nous effraie pas. Que du contraire.

Avec le recul, un programme sans les images, comme « Café Brazil » en 2014, c'était une bêtise ?

L.H. Les audiences ont parlé d'elles-

mêmes. Il n'y aura pas ce type d'émission cette année...

TF1 qui va diffuser 28 matchs, c'est une concurrence pour la RTBF ?

M.L. Même pas peur !

Il y a de la tension entre vous deux ?

M.L. Non, pas du tout. Par le passé, il y a eu des moments tendus et de concurrence, oui. Aujourd'hui, il y a une stabilité, chaque chaîne a trouvé ses marques. Les frustrations ont été évacuées. Le climat a déjà été bien plus tendu entre nous, ce n'est plus le cas.

L.H. Je le dis sur le ton de la plaisanterie mais c'est vrai : Michel et moi sommes les rares personnes des deux maisons qui se parlent encore amicalement. Mais oui, par le passé, cela a été tendu. Et cela pouvait se comprendre : la RTBF était seule sur le terrain du sport, et quand un autre acteur arrive, des questions se posent. Mais aujourd'hui, les stratégies des deux chaînes sont claires et différentes. ■

Propos recueillis par
CÉDRIC BAUFAYT
ET PHILIPPE LALOUX

L'indispensable évolution « La survie de la télé, c'est de coller à l'événement »

De manière générale, quel regard portez-vous sur les droits TV du foot étranger ? Aujourd'hui, le téléspectateur belge peut même regarder Levante-Séville ou Inter-Udinese. Impensable il y a encore cinq ans...

L.H. La télévision, si elle veut survivre, doit se baser sur l'événement. Quel qu'il soit. Or, le sport est souvent un événement. Le fait de diffuser Levante ou Getafe, cela va permettre d'augmenter la notoriété de ces équipes peu connues. Et donc, pour le téléspectateur, d'apprécier le spectacle de la Liga. Un risque de saturation un jour ? Possible. C'est un phénomène que l'on a déjà connu avec les séries. Le sport, c'est de la passion et de l'événement, ce qui convient à merveille pour la TV.

M.L. Il y a deux saisons, RTL a diffusé des matchs de Serie A le dimanche. Avec des résultats décevants. Mais moins que ce que je craignais, avec mon expérience. Après, cette offre exhaustive est celle des chaînes payantes. Et... le péage souffrira plus que nous, je pense, dans les années à venir. A cause de Netflix ou des Gafa, qui ont une telle force financière qu'ils vont vraiment venir, un jour, investir sur le sport. Ils le font d'ailleurs sur la NFL. Mais ils vont obligatoirement s'y atta-

quer davantage. A nous de résister, avec du local. Avec des formats qui seront adaptés, avec notre expertise et notre connaissance.

L.H. Tout comme avec nos nouvelles possibilités de télévision délinéarisée. Avec le recul, le Calcio aurait pu être un produit de niche très intéressant sur RTL Play.

M.L. Sur la télévision classique, on ne peut pas montrer un match des Diables U17. Par contre, sur Auvio, c'est possible. Nous sommes d'ailleurs en train de répertorier l'ensemble de nos droits « annexes », non utilisés pour l'instant, pour enrichir notre plateforme digitale. Je pense, par exemple, aux courses de Coupe de Belgique cycliste, qui sont loin d'être « populaires » mais nous permettent d'avoir les courses wallonnes à moindre prix. Ou au championnat du monde de cyclisme sur piste. L'amateur, lui, est ravi. Et ce, même si on ne met pas de commentaires. Et les audiences sur Auvio sont très bonnes.

Les pratiques changent aussi, comme le succès des « séquences/capsules », très prisées des internautes...

M.L. C'est très déstabilisant, les

pratiques changent. Aujourd'hui, mon fils de 35 ans ne regarde plus Studio Foot le samedi soir, comme moi je regardais Match 1 il y a 20 ans. Car avant même le début de l'émission, il a déjà vu tous les goals sur des applica-

tions. Nous devons donc faire évoluer nos produits. Tout en gardant notre expertise. Et après, choisir le format, l'immédiateté de la diffusion ou non, le canal...

L.H. Le cycle est en tout cas intéressant :

les chaînes classiques sont rentrées dans le sport via le premium (Coupes d'Europe de foot...). Le premium pourrait un jour nous échapper au profit de chaînes totalement payantes.

Mais ce n'est pas grave, on peut, nous, se réinventer ; sur de la Divi-sion 3, par

exemple.

M.L. Reste à voir quand on sera mûr pour cela. En conclusion, je

pense que l'enjeu des droits, c'est d'abord de les acquérir. Et puis, après, comment et où on les exploite. ■

Propos recueillis par
C.BT ET P.H.L.

STRATÉGIES

« RTL a des objectifs de rentabilité, ce n'est pas le cas d'un service public »

Pourquoi RTL ne s'est-elle pas battue pour conserver l'Europa League la saison prochaine ?

L.H. Il a fallu se fixer des priorités dans un contexte de restructuration qui a fait que tout a été passé au crible. A un moment, même la question de la Ligue des champions a été en balance. Et puis on s'est dit « non, continuons à être ambitieux et gardons ce qui est la plus belle compétition de clubs au monde ».

La RTBF, elle, récupère la compétition... plusieurs années après se l'être fait piquer par AB3.

M.L. Pour moi, dans mon vécu de négociateur de droits, c'est mon expérience la plus douloureuse. Quand on a perdu l'Europa League au profit d'AB3, c'était un échec. Tout cela parce qu'on a voulu trop tirer sur la corde : on a voulu l'acquérir à un prix

trop bas. A un moment, le vendeur se dit « on va leur donner une leçon ». Et l'agent de l'UEFA est allé trouver AB3...

L.H. Je n'étais pas là à l'époque mais c'est un peu ce qui s'est passé avec la Ligue des champions en 2000, quand RTL l'a chipée à la RTBF, j'imagine...

M.L. Absolument. C'est même un élément fondateur de la concurrence qui existe aujourd'hui entre la RTBF et RTL, qui, à cette époque-là, n'était pas présente sur le terrain sportif... Et en 2000, le management de la RTBF n'a pas affiché, on peut le dire, le minimum d'intérêt pour ce produit.

L.H. Il n'y avait pas de stratégie à l'époque, mais il y avait une envie de stratégie. L'opportunité de prendre la Ligue des champions a consolidé cette envie. Et puis, dans les années qui ont suivi, il y a eu d'autres opportunités, comme le tennis. Ou des moments plus difficiles où on a dû lâcher un peu de lest. C'est clair que nous sommes beaucoup plus sujets que la RTBF aux contraintes économiques. Tout est analysé en fonction des coûts et des revenus. Nous avons des objectifs de rentabilité, ce qui n'est pas le cas d'un service public.

C.BT ET P.H.L.

avenir « Le sport gratuit est menacé »

Avant la Coupe du monde 1998, Michel Lecomte, vous disiez que « la RTBF qui diffuse l'intégralité gratuitement, c'est une situation qui ne peut durer ». Vingt ans plus tard, pourtant, rien n'a changé. Et jusqu'en 2024 au moins. Paradoxal ?

M.L. Parce que l'exiguïté du marché belge nous avantage car, et on le voit en France, sur un marché plus grand, ce n'est plus le cas depuis 98. Mais attention, car même sur le territoire belge, cela évolue. Regardez Eurosport via Discovery ! En Flandre, ce groupe a acheté des courses cyclistes, qui sont donc aujourd'hui payantes, alors que c'était inimaginable il y a quelques années. Il faut donc toujours être prudent.

Un bel exemple avec les Jeux olympiques : la RTBF les a toujours diffusés. Mais là, la menace d'une disparition proche est réelle...

M.L. Oui ! Discovery vient d'acheter les droits pour l'ensemble de l'Europe pour 1,250 milliard d'euros, alors que l'UER (Union européenne de radio-télévision) proposait 850 millions ; mais doit les revendre à d'autres opérateurs locaux. Donc pour la Belgique, cela veut dire qu'elle doit revendre des images à RTL, à

la RTBF... Discovery peut choisir. Sur le marché francophone, la RTBF s'était positionnée auprès de l'UER pour contribuer, à sa juste valeur, aux 850 millions. La VRT en a fait de même. Mais

comme le CIO a choisi Discovery, et non l'UER, cela ne tient plus. Et aujourd'hui, la VRT a négocié avec Discovery un prix... 33 % plus cher qu'avec l'UER. C'est énorme. J'ai beaucoup d'estime pour mes collègues néerlandophones, mais là, je ne comprends pas ! La RTBF ne pourra jamais mettre 33 % de plus. Les JO, pour le moment, ne seront donc plus visibles sur la RTBF en l'état actuel des choses. Tout cela prouve que cela peut aller très vite, dans un sens comme dans un autre.

On voit les compteurs s'affoler. Le modèle est-il tenable ?

L.H. Il n'est pas exclu qu'un jour la Ligue des champions soit une ligue fermée. Très clairement, je pense qu'à l'UE-

FA, ils y pensent. Imaginons un championnat de type NBA avec Real, Barcelone, Manchester et les grands noms... Il n'y aura pas le Standard, ni Anderlecht. Ce sera moins intéressant pour nous. En revanche, au niveau mondial, cela prendra une valeur exceptionnelle.

M.L. C'est difficile de dire où l'on va. L'objectif pour nous, c'est de pérenniser un maximum de droits, forcément liés à des sports forts, mais aussi plus confidentiels, comme la Coupe Davis.

L.H. Ce type de menaces peut en réalité renforcer d'autres opportunités. Quand je vois que le stade du RWDM est plus rempli aujourd'hui qu'au temps où ils étaient en Division 1 professionnelle, je me dis qu'il y a peut-être aussi une sorte de rejet du foot business, auprès d'une certaine frange du public. Je me dis que, peut-être, un jour, nous serons en train de filmer des matchs de D3. Et que cela aura un intérêt en télévision, accessible à tous. Fatalement, il y aura des événements totalement premium que l'on ne

retrouvera que sur des chaînes à péage. Je ne suis pas devin, mais c'est intéressant comme cycle. On est rentré par le sport par le premium. Ce premium va nous échapper. Ce n'est pas grave. On va trouver autre chose. ■

Propos recueillis par
C.BT ET PH.L.

Les petites nations en veulent aussi

LONDRES
CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

Le rythme est soutenu et le chorus persévère sans une once de lassitude. Une deuxième voix, impeccablement juste, garnit même ce véritable cri du cœur. « *Matabeleee ! Matabeleee !* » En 45 ans d'existence dans son patelin plutôt crado de Haringey Borough, au nord de Londres, le Coles Park Stadium n'a probablement jamais accueilli tant de supporters enjoués... en dehors de son enceinte. Ce 3 juin 2018, trois dizaines de joueurs et supporters du Matabeleland fêtent – sur le parking – le succès acquis face au minuscule archipel polynésien de Tuvalu (3-1). « *C'est un jour historique pour nous*, affirme un des fêtards, maillot des Sud-Africains de Kaiser Chiefs sur le dos. *On célèbre notre première victoire en match officiel.* » Province de l'ouest du Zimbabwe, le Matabeleland est défini par l'ancienne star de Liverpool Bruce Grobbelaar comme « *une tribu connectée au pays mais aussi différente des autres* ». Présent en tant que coach des gardiens de l'équipe de sa région d'enfance, l'exubérant sexagénaire en profite pour découvrir l'espace d'un quart d'heure les joies de la Coupe du monde.

Le foot aux minorités

Créée en 2013, la Confederation of Independent Football Associations (Conifa) alterne depuis l'organisation de championnats d'Europe et du monde pour les Etats, minorités, régions ou nations non affiliés à la Fifa et bien souvent non reconnus par la Communauté internationale. Au 7^e étage du très moderne Stay Club, l'hôtel londonien où résident dix des seize équipes présentes au tournoi, Sascha Duerkötter accorde sa voix rocailleuse. Les pâtes bolo au repos dans son assiette, le jeune secrétaire général allemand de la Conifa se félicite de voir « *toutes ces*

minorités pouvoir jouer au football comme des professionnels mais avec un esprit amateur ». Pour intégrer le réseau, chaque équipe doit représenter une identité légale – la plateforme pétrolière britannique auto-proclamée micronation Sealand a ainsi logiquement été déboutée –, posséder une Fédération et payer la cotisation qui fait tourner la Conifa, elle-même *drivée* par des bénévoles.

Chaque formation organise sa phase de qualification pour le Mondial comme elle l'entend. Une victoire face à un club amateur lui rapporte 3 points, 6 pour un succès contre une nation Fifa et 9 contre un membre de la Conifa. A neuf mois du début de la compétition, un classement est établi pour chaque continent qui dépêche de un à sept représentants à la grande fête. Visiblement peu convaincu par l'aspect caoutchouteux des pâtes du buffet, Kalsang Topgyal jette son dévolu sur le riz aux légumes. L'attaquant tibétain sait pertinemment qu'à l'instar de quelques autres privilégiés, son équipe a bénéficié d'une invitation de l'organisation pour valider sa présence à Londres. Administré par la Chine, le Tibet a beaucoup de mal à organiser des matchs pendant l'année. Et le niveau s'en ressent. Lors de ses cinq défaites en autant de matchs de compétition, le Pays des neiges a ramassé vingt buts...

L'ombre catalane

Sur les terrains, la présence d'anciens pros et de quelques joueurs de D1 russe, hongroise et arménienne n'y change rien : le niveau global est proche de celui de la D1 amateurs belge, soit l'équivalent de la troisième division nationale. Pas mal, mais pas suffisant pour attirer la communauté autonome par excellence, la Catalogne. « *Les Catalans veulent toujours se frotter aux meilleures équipes* », souligne Per Anders Blind, le grand président suédois de la Conifa, dont la lèvres supérieure dévoile le *snus*, ce tabac

à sucer, quand il coupe court au sujet de l'indépendance catalane. « *S'ils veulent célébrer leur identité à travers le sport, il n'y a pas de souci.* » En théorie, tout message politique est interdit par la Conifa. Mais le passage à la pratique est moins évident.

Titulaire avec la Corée du Nord au Mondial 2010, An Yeong Hag porte désormais la vareuse des Coréens unis du Japon. Assisté d'une traductrice pour corriger son anglais perfectible, Hag insiste sur sa fierté de représenter les Zainichis, dont les ascendants, issus de la péninsule coréenne d'avant-guerre, ont émigré au Pays du Soleil levant. « *A travers notre équipe, on prouve au monde entier que les Coréens peuvent vivre ensemble* », lance-t-il en tapotant le tigre ailé symbolisant la Corée unifiée cousu sur son torse.

Avant son entrée dans la Conifa en 2013, la Padanie n'est rien d'autre qu'une branche de la section sport de la Lega Nord. Un parti d'extrême droite italienne qui invente ce terme dès les années 90 pour exprimer sa volonté de séparer le nord du sud de la Botte. « *Aujourd'hui, nous n'avons plus aucune revendication politique*, nuance toutefois le grisonnant Andrea Rota, le buteur quadra au sourire ravageur. *Nous portons simplement une certaine identité géographique. Et on est plus libres* », conclut-il en s'hydratant comme pour oublier cette

époque où il devait se coltiner nombre d'hommes politiques nébuleux.

Aller plus haut

Face à une foule bruyante et entièrement vêtue de jaune, la Kabylie valide le premier point de son Histoire face aux Coréens unis du Japon (0-0). Sous un inhabituel soleil londonien, l'après-midi est marquée par l'impressionnant knock-out du défenseur Lyes Mihoubi, la coupe afro du coach Lyes Imemmai et la présence de dizaines de fans locaux derrière la balustrade du Larges Lane de Bracknell. La saison de leur club terminée, ils sont bien

trop heureux de se retrouver autour d'une chope dans leur stade fétiche en répétant sans les comprendre les chants et slogans de leur nouvelle équipe favorite. « *Le gigantesque vivier de potentiels supporters est une des motivations de l'organisation du Mondial à Londres, en plus de l'accessibilité et de l'ultra-médiatisation* », résume Per Anders Blind, qui a vu défiler plus de 350 journalistes sur l'ensemble de la compétition et 1.200 supporters rien que pour le match Tibet-Chypre du Nord, record du Queen Elizabeth II

Stadium d'Enfield Town, 65 ans d'existence.

Quitte à délaissier quelque peu son esprit, Londres permet à la Conifa de « grandir » en attirant notamment des sponsors tels que Paddy Power, une importante plateforme irlandaise de paris, qui propose de miser sur les matchs du tournoi. « *Je ne suis pas le plus grand fan de ces jeux, mais c'est le seul moyen de les contrôler. Lors de la dernière Coupe du monde, nous nous sommes rendu compte qu'il était possible de parier sur nos*

matches de manière illégale via des sites vietnamiens », rembobine Dürkop.

Avec près de 50 membres actifs, la Conifa veut continuer de rêver plus grand et envisage d'exporter la compétition hors de l'Europe. « *D'ici trois ou quatre ans, on pourra sérieusement commencer à rivaliser avec la Fifa* », assure en tout cas le président Blind. Le Matebeleland est prêt. En tribunes du moins. ■

**EMILIE HOFMAN
NICOLAS TAIANA**

Quinze jours avant la « vraie », la Coupe du monde Conifa s'est tenue à Londres. L'occasion de découvrir, au cours d'un tournoi des plus sympathiques, des minorités telles que le Tibet, l'Abkhazie ou Les Coréens unis du Japon. Et leurs revendications politiques, même si celles-ci ne sont pas censées être exprimées...

LES PARTICIPANTS

16 équipes, toutes non affiliées à la Fifa

- ▶ Abkhazie (entité située entre les montagnes du Caucase et les bords de la mer Noire)
- ▶ Arménie de l'Ouest
- ▶ Barawa (ville côtière du sud de la Somalie)
- ▶ Cascadie (biorégion rassemblant la province canadienne de Colombie britannique et les Etats américains de Washington et d'Oregon)
- ▶ Chypre du Nord
- ▶ Coréens unis du Japon
- ▶ Ellan Vannin (dépendance autonome de la Couronne britannique située dans la mer d'Irlande, entre l'Angleterre et l'Irlande, aussi appelée Ile de Man)
- ▶ Îlam Tamoul (région géographique revendiqué par les Tigres de libération de l'Îlam tamoul au Sri Lanka)
- ▶ Kabylie (région située dans le nord de l'Algérie et à l'est d'Alger)
- ▶ Karpatalya (Hongrois d'Ukraine)
- ▶ Matabeleland (province de l'ouest du Zimbabwe)
- ▶ Padanie (Plaine du Pô, Italie)
- ▶ Pays Sicule (région historique transylvaine en Roumanie)
- ▶ Pendjab (région à cheval sur le Pakistan et l'Inde)
- ▶ Tibet
- ▶ Tuvalu (archipel polynésien)

LES RÉSULTATS

Finale
Karpatalya - Chypre du Nord 0-0
(t.a.b. 3-2)

Troisième place
Padanie - Pays Sicule . . . 0-0
(t.a.b. 5-4)